



CONVENTION
entre la Région Nouvelle Aquitaine
Et la Communauté de Communes Creuse Sud Ouest.

Relative
à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) et
aux aides aux entreprises

ENTRE

LA REGION NOUVELLE AQUITAINE, représentée par son Président, Monsieur Alain ROUSSET, dûment habilité à la signature de la présente convention par la délibération n° du,

ci-après désignée par « la Région »,

d'une part,

ET

LA COMMUNAUTE COMMUNES CREUSE SUD OUEST, représentée par son Président, Monsieur Sylvain GAUDY, dûment habilité à la signature de la présente convention par la délibération n° du 27 juin 2019.

ci-après désignée par « la Communauté de Communes »,

d'autre part,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-2, L1511-3, L 1511-4, L 1511-7, L 1511-8 et L4251-17 et suivants,

Vu la délibération n° 2016.3141 de la séance plénière du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine du 19 décembre 2016 adoptant le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation,

Vu l'arrêté du Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine du 27 décembre 2016 portant approbation du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation de la région Nouvelle-Aquitaine,

Vu la délibération n° 2018.2449 de la séance plénière du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine du 17 décembre 2018 adoptant le règlement d'intervention des aides régionales aux entreprises,

Vu la délibération n° 2019.XXXX de la Commission permanente du Conseil régional en date du 08 juillet 2019 approuvant les dispositions de la présente convention,

Vu la délibération n°XXXX du Conseil de la Communauté de Communes en date du XX XXXX 2019 adoptant sa stratégie de développement économique,

Vu la délibération n°XXXX du Conseil de la Communauté de Communes en date du XX XXXX 2019 adoptant son règlement d'intervention des aides aux entreprises,

Vu la délibération n°XXXX du Conseil de la Communauté de Communes en date du XX XXXX 2019 approuvant les dispositions de la présente convention.

EXPOSE DES MOTIFS

0 Preamble

L'objectif de la présente convention est :

- de mettre en œuvre sur le territoire de la Communauté de Communes le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) Nouvelle-Aquitaine,
- d'engager un partenariat privilégié en matière de développement économique et d'accueil des entreprises entre la Communauté de Communes et la Région,
- d'arrêter le dispositif des aides aux entreprises que souhaite mettre en place la Communauté de Communes,
- de garantir la complémentarité des interventions économiques de la Communauté de communes avec celles de la Région,

dans l'intérêt du développement économique régional, en partage avec les priorités communes et en compatibilité avec les orientations du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation Nouvelle Aquitaine et du règlement d'intervention des aides régionales aux entreprises.

En conséquence de quoi,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Mise en œuvre du SRDEII

La Communauté de Communes s'est dotée d'une stratégie de développement économique reposant sur un diagnostic de son territoire réalisée en concordance avec les orientations identifiées par le partenariat régional et inscrites dans le SRDEII Nouvelle-Aquitaine.

La stratégie de développement économique communautaire est jointe en annexe I de la présente convention. Elle repose sur les principes suivants :

- Une économie dynamique permettant le développement du territoire,
- Une valorisation des savoir-faire et du patrimoine comme ressource économique,
- Un accès aux services pour tous.

La stratégie est compatible avec les orientations du SRDEII.

Article 2 : Partenariat privilégié Communauté de communes/Région

La mise en œuvre conjointe de la stratégie de développement économique, dont la Communauté de Communes s'est dotée, et de la stratégie de développement économique régional, repose sur un partenariat privilégié entre ces collectivités.

Les engagements et les obligations auxquels la Communauté de Communes et la Région s'obligent mutuellement font l'objet d'une charte de partenariat économique figurant en annexe II à la présente convention.

Article 3 : Aides aux entreprises

La Communauté de Communes a adopté son règlement d'intervention qui prévoit les caractéristiques des aides aux entreprises qu'elle souhaite attribuer. Il est organisé en conformité avec les 9 orientations du SRDEII et du règlement d'intervention des aides régionales aux entreprises.

L'exposé des dispositifs du règlement d'intervention communautaire fait l'objet de l'annexe III à la présente convention.

Le montant et les modalités de l'intervention communautaire seront modulés en fonction des caractéristiques du projet. L'analyse s'appuie sur les principaux critères suivants :

- projet pour lequel le soutien est demandé,
- motifs économiques et sociaux qui légitiment l'intervention de la collectivité,
- type d'entreprise bénéficiaire et secteur d'activité concerné,
- zone géographique,
- création et/ou maintien d'emplois,
- effet de levier de l'aide publique sur l'entreprise,
- caractère novateur de l'investissement pour le tissu économique,
- impact sur l'environnement.

Les interventions réalisées au titre de la présente convention sont conformes aux règles européennes relatives aux aides publiques aux entreprises et au Code Général des Collectivités Territoriales. A cette fin, chacun des dispositifs précise son régime de rattachement.

Les entreprises bénéficiaires des aides doivent avoir une implantation sur le territoire communautaire et se conformer à l'ensemble des réglementations en vigueur, en particulier, celles relatives au droit du travail, aux obligations fiscales et sociales et à la protection de l'environnement.

Les modalités de mise en œuvre des aides aux entreprises font l'objet de l'annexe IV à la présente convention.

Article 4 : Durée de la convention

La présente convention prendra fin le 1^{er} juillet 2022.

Chacune des parties peut demander la résiliation de la convention. La Communauté de Communes ne sera alors plus en capacité de mener des actions de développement économique ni d'attribuer des aides aux entreprises.

Article 5 : Modifications

La présente convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, notamment en cas de modification substantielle des dispositifs d'intervention de l'une ou l'autre des collectivités.

Article 6 : Evaluation

La Communauté de Communes et la Région pourront décider de la mise en place d'un processus d'évaluation visant à apprécier l'efficacité et l'impact sur le territoire communautaire des dispositifs d'aides objet de la présente convention.

Fait à Bordeaux,
Le

Pour la Région Nouvelle Aquitaine
Le Président du Conseil régional,

Pour la Communauté de Communes Creuse Sud Ouest
Le Président de la Communauté de Communes,

Alain ROUSSET

Sylvain GAUDY

ANNEXES

A LA CONVENTION
entre la Région Nouvelle Aquitaine
Et la Communauté de Communes Creuse Sud Ouest,
relative à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et
d'internationalisation (SRDEII) et aux aides aux entreprises

ANNEXE I

STRATEGIE COMMUNAUTAIRE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

ANNEXE II

CHARTRE DE PARTENARIAT ECONOMIQUE DES COMMUNAUTES D'AGGLOMERATION ET COMMUNAUTES DE COMMUNES AVEC LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE

ANNEXE III

REGLEMENT D'INTERVENTION DES AIDES COMMUNAUTAIRES AUX ENTREPRISES

ANNEXE IV

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DES AIDES AUX ENTREPRISES

ANNEXE I

STRATEGIE COMMUNAUTAIRE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

1- DIAGNOSTIC ET ENJEUX

Une économie fragile

- Un taux de chômage important (11,9%) et en hausse avec des disparités entre communes (variant entre 6,8% et 19% en 2014).
- Un bassin d'emploi limité avec peu de structures pourvoyeuses d'emploi sur le territoire.
- Un tissu important de TPE-PME (commerce, artisanat, services) avec une problématique de transmission à court terme.
- Une timide relance de la création d'activité depuis quelques années.
- Une production agricole peu diversifiée, avec une augmentation des surfaces et une forte diminution du nombre d'agriculteurs posant la question du devenir de certains espaces et de la filière.
- Un engouement récent pour les circuits courts et le « Manger local ».
- Une carte à jouer sur le volet de la Silver économie.
- L'apparition de nouveaux modèles économiques : Association, ESS (Economie Sociale et Solidaire)...

2- STRATEGIE ECONOMIQUE, ORIENTATIONS ET ACTIONS

AXE 1 - UNE ECONOMIE DYNAMIQUE PERMETTANT LE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

Cette économie doit s'appuyer d'abord sur les filières fortement représentées telles que la forêt ou l'agriculture. Elle doit permettre l'accompagnement des TPE dans leurs projets liés au développement de nouvelles activités, aux évolutions de la demande mais également leur permettre de faire face aux contraintes réglementaires et d'anticiper les transmissions suite aux départs en retraite.

Au travers des services à la population et de la Silver économie, il y a aussi un potentiel de développement de l'économie présente.

Enfin, ce développement économique ne pourra se faire sans prendre en compte les enjeux environnementaux et sociétaux, et valoriser les productions locales.

CONFORTER LA FILIERE BOIS

La filière bois représente une spécificité historique du Sud-ouest creusois avec une cinquantaine de petites structures et plusieurs pourvoyeuses d'emplois. Ce domaine constitue un atout pour le territoire. Les savoirs faire sont nombreux ; bucheronnage, négoce, scierie... Certaines entreprises investissent dans des process et sont leader dans leur domaine (ex : Cosylva leader européen pour le lamellé-collé).

Dans la continuité de ce qui a été fait depuis plus de 20 ans, il faut affirmer encore le sud-ouest creusois comme un territoire où l'exploitation forestière est génératrice de valeur ajoutée et d'emploi.

La filière bois/énergie doit faire l'objet d'une attention particulière. Pour cela, il est indispensable de mettre à disposition des entreprises innovantes un appui à la recherche et au développement.

Une industrie forte n'existe pas sans un tissu d'entreprises prestataires (PME/PMI/artisans) qu'il est nécessaire de soutenir. Par ailleurs, on observe un déficit d'entreprises de seconde transformation sur le territoire intercommunal.

Il est important de développer un dispositif d'accueil efficace des entreprises et de leurs salariés (recherche de foncier, création de zones d'activités, immobilier d'entreprises...) en veillant à une répartition équitable des activités sur le territoire.

ACCOMPAGNER LA DIVERSIFICATION AGRICOLE ET LES CIRCUITS COURTS

Pour cela, toutes les actions possibles doivent être menées pour contribuer au maintien des agriculteurs sur le territoire et favoriser le développement d'une agriculture autour des circuits courts et des produits à forte valeur ajoutée. La Communauté de communes est d'ores et déjà fortement impliquée dans la démarche départementale en cours sur la valorisation de circuits courts (actions de communication, sensibilisation, formations...en cours de mises en place) et devra poursuivre ce travail. Par ailleurs elle a souhaité permettre le développement de la production maraîchère ; production pour laquelle la demande est bien supérieure à l'offre ; et ce au travers d'un dispositif inédit sur le département à savoir un espace test agricole. Ce dernier est opérationnel et en attente de testeurs.

AXE 2 : UNE VALORISATION DES SAVOIR-FAIRE ET DU PATRIMOINE COMME RESSOURCE ECONOMIQUE

VALORISER ECONOMIQUEMENT LES ATOUS NATURELS DU TERRITOIRE – DEVELOPPER LE TOURISME

Le territoire possède des atouts patrimoniaux qui doivent être la base d'un développement touristique.

Des atouts en termes de patrimoine naturel : Paysages, cours d'eau, lacs dont Lac de Vassivière, cascades, chemins de randonnées....,

Des atouts en termes de patrimoine architectural et historique : Maçons de la Creuse, Châteaux (Zizim, Monteil-au-Vicomte), village sculpté de Masgot, Abbaye du Moutier d'Ahun, Musée de la Mine et site minier de La Lande à Bosmoreau-les-Mines, Musée de l'électrification à Bourganeuf, Musée Martin Nadaud à Soubrebost.

Des atouts en termes de savoirs faire : Taille de pierre, produits locaux alimentaires (fromages, gâteaux, viande...).

Il est essentiel de poursuivre le travail de valorisation de ces atouts conduits depuis plusieurs années. La communication est également essentielle. Sur le volet touristique, la Communauté de communes s'appuie sur les compétences d'un tout nouvel Office de Tourisme né de la fusion des deux offices intercommunaux de Bourganeuf et Ahun et sur un partenariat avec le Syndicat Mixte du Lac de Vassivière.

PERMETTRE LA SATISFACTION DES BESOINS DE PREMIERE NECESSITE

L'attractivité du territoire passe par la possibilité pour tous les habitants, quelle que soit leur localisation, d'avoir accès à des services de proximité. C'est aussi un enjeu de solidarité que de permettre aux habitants des villages les plus éloignés d'accéder, sans trop se déplacer, à un ensemble de services de base. Pour atteindre cet objectif, la communauté de communes Creuse Sud-ouest souhaite renforcer son animation commerciale en local, adaptée aux besoins de son territoire. Elle souhaite aider le maintien des commerces de première nécessité et la création des services absents en accompagnant financièrement les investissements liés à l'immobilier d'entreprises. Par la même elle souhaite faciliter la transmission de l'outil de travail pour des repreneurs potentiels afin que le service perdure.

AXE 3 : DES SERVICES DE PROXIMITE ACCESSIBLES A TOUS

PERMETTRE L'ACCES DU HAUT DEBIT A TOUS

L'accès au haut débit est un facteur essentiel pour la création et de développement d'activités. Les évolutions des habitudes de consommation, l'ouverture à de nouveaux marchés sont autant de facteurs nécessitant une connexion de bonne qualité. Le télétravail constitue par ailleurs un potentiel pour notre territoire au cadre de vie privilégié. Le programme régional Dorsal accompagne financièrement la collectivité dans ses investissements en matière d'accès au haut-débit. L'ex Communauté de communes Bourganeuf-Royère de Vassivière adhère à Dorsal depuis 2014 et participe ainsi financièrement au développement de la fibre optique sur le territoire (développement FTTH et couverture des zones d'activités). Deux plaques ont été réalisées et deux sont en projets. La montée en débit est effective à ce jour sur la moitié du territoire intercommunal.

Envoyé en préfecture le 08/07/2019

Reçu en préfecture le 08/07/2019

Affiché le

The logo for SLO (Sud-Ouest Loirain) is located in the top right corner of the document. It consists of the letters 'SLO' in a bold, blue, sans-serif font, followed by a stylized blue graphic element that resembles a checkmark or a signature.

ID : 023-200067189-20190627-20190621-DE

PERMETTRE L'ACCES AUX SOINS A TOUS

La désertification médicale est un problème préoccupant dans l'ensemble des campagnes françaises. Le Sud-ouest creusois ne déroge pas à la règle avec une densité de praticiens faible et des départs à la retraite proches pour plusieurs d'entre eux. Afin d'anticiper ces départs et de maintenir une offre de qualité, la Communauté de communes a souhaité investir dans la création d'une maison de santé (MSP) multi-sites (Bourganeuf –Royère-St Dizier Leyrenne) et d'une maison médicale à Ahun. Là également le haut-débit est un atout pour le développement de la télémédecine.

ANNEXE II



CHARTRE DE PARTENARIAT ECONOMIQUE DES COMMUNAUTES D'AGGLOMERATION ET COMMUNAUTES DE COMMUNES AVEC LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE

Le Code général des collectivités territoriales donne à la Région la responsabilité exclusive de la définition des orientations en matière de développement économique, la définition des régimes d'aides et l'attribution des aides aux entreprises sur le territoire régional.

Ce même Code permet aux communautés d'agglomération et aux communautés de communes de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies de développement économique de leurs territoires en compatibilité avec le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) élaboré par le partenariat économique régional sous l'égide de la Région. Les communautés d'agglomération et communautés de communes disposent pour une grande partie d'entre elles de l'expertise nécessaire en interne.

Cette même exigence de compatibilité avec le SRDEII s'impose à la Région lorsqu'elle élabore ses propres stratégies de développement économique et qu'elle définit les régimes d'aides aux entreprises. C'est dans ce cadre que la Région a établi son règlement d'intervention qui définit les régimes d'aides utilisables par l'ensemble des collectivités sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine.

Dans un but d'efficacité de l'action publique sur le territoire et afin de bâtir un cadre conjoint des stratégies publiques de développement économique et des aides aux entreprises, la stratégie régionale doit se conjuguer aux stratégies locales des communautés d'agglomération ou de communautés de communes dans le respect des compétences que la loi attribue à chacune de ces collectivités.

La présente charte propose un cadre de partenariat et d'articulation des relations entre les communautés d'agglomération/communautés de communes et la Région, pour le meilleur accueil des projets des entreprises.

La Région Nouvelle-Aquitaine souhaite établir un partenariat privilégié avec les communautés d'agglomération et les communautés de communes.

Ces Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre peuvent mettre en œuvre le SRDEII avec la Région, conformément aux dispositions de l'article L 4251-18 du Code général des collectivités territoriales. Ils constituent l'échelon local de proximité au plus près des acteurs économiques. Il est donc essentiel que les canaux de coordination soient établis et efficaces entre ces collectivités et la Région.

Le SRDEII précise que la Région ne délèguera pas au niveau local ses compétences de pré-instruction, d'instruction ou d'attribution des aides. Pour correspondre au mieux au foisonnement des initiatives et aux habitudes de relations multi-canaux des entrepreneurs et des acteurs économiques, la Région ne recherchera pas une logique de guichet unique mais favorisera avec les communautés d'agglomération/communautés de communes l'ensemble des circuits et réseaux permettant aux entreprises et aux acteurs économiques de trouver le plus rapidement possible l'interlocuteur le plus à même de répondre à leurs questionnements et de soutenir leurs projets.

Dans le cadre d'une complémentarité territoriale, la Région souhaite que les communautés d'agglomération/communautés de communes puissent orienter, conseiller et effectuer un accueil qualifié des entreprises et des opérateurs économiques locaux porteurs de projet. Par leurs contacts directs et réguliers avec une part importante du tissu économique local, les communautés d'agglomération et les communautés de communes réalisent de manière habituelle et naturelle un primo-accueil pour les entreprises porteuses de projets, partagé avec d'autres acteurs territoriaux, chambres consulaires notamment.

Cet accueil devra s'effectuer de manière concertée avec la Région, il devra être qualifié et de qualité. A cette fin, la Région mettra en place de façon régulière et structurée les canaux d'information et/ou de formation pour assurer la montée en compétence et la qualité des réponses, conseils et orientations qui seront proposées par les élus et les personnels des communautés d'agglomération/communautés de communes. Des points de coordination spécifiques pourront être réalisés entre la Région et les communautés d'agglomération/communautés de communes pour suivre l'avancée des projets et coordonner leurs efforts sur les projets du territoire. Ces aspects pourront être décrits dans le cadre des conventions passés avec les communautés d'agglomération/communautés de communes.

Les communautés d'agglomération/communautés de communes s'engagent à renforcer leur professionnalisation en établissant des organisations adaptées aux besoins d'accueil et d'orientation des entreprises, en veillant à la meilleure formation de leurs personnels et en assurant la fluidité et la qualité des informations transmises.

Les communautés d'agglomération/communautés de communes partagent des enjeux communs tout en conservant leurs spécificités, leurs attentes et leurs priorités.

Les communautés d'agglomération/communautés de communes, par leur rôle de centralité locale et les compétences qui leur sont attribuées partagent les priorités suivantes :

- l'aménagement économique et le parcours immobilier des entreprises ;
- le contact de proximité avec les différents acteurs économiques locaux ;
- l'importance de l'économie résidentielle de proximité, des commerces, de l'artisanat, de l'économie sociale et solidaire et du dynamisme des centres bourgs et des centres ville ;
- la promotion et la valorisation de leurs territoires ;
- les conditions de vie, de formation et de recrutement sur les territoires ;
- l'accessibilité, la qualité des moyens de transports et l'intermodalité ;
- la qualité des services locaux proposés aux entreprises, y compris le THD.

Les communautés d'agglomération/communautés de communes ont vocation à prendre toute leur place dans les éco-systèmes d'animation économique de leur territoire

Deux types principaux d'éco-systèmes et de réseaux d'animation économique exercent leurs activités sur les territoires :

- des réseaux mis en place par les entreprises ou leurs organismes professionnels ou interprofessionnels : les syndicats professionnels, les associations interprofessionnelles, souvent par branche d'activité ou filière, les clusters,...
- des réseaux exerçant des missions pour le compte de la Région au travers de conventionnements, et notamment :
 - ❖ les réseaux consulaires ; en particulier, la Région a engagé un partenariat avec la Chambre régionale de commerce et d'industrie pour mettre en place une gouvernance élargie en matière d'accompagnement des entreprises à potentiel, reposant notamment sur le rôle de proximité des chambres territoriales au service de la prospection des projets d'entreprises,
 - ❖ l'Agence de Développement et d'Innovation Nouvelle-Aquitaine, qui propose aux collectivités adhérentes un partenariat reposant sur un programme concerté d'actions de communication et de coopération.

Les communautés d'agglomération/communautés de communes sont invitées à intégrer ces éco-systèmes et réseaux d'animation pour disposer de l'information la plus pertinente sur les entreprises de leur territoire et bénéficier de lieux d'échanges leur permettant de parfaire leurs stratégies économiques et d'adapter leur offre aux besoins des entreprises et aux interventions de la Région.

Les communautés d'agglomération/communautés de communes et la Région financent conjointement les projets économiques de leur territoire

Le SRDEII, en application des dispositions du Code général des collectivités territoriales, pose le principe d'une complémentarité des interventions des communautés d'agglomération/communautés de communes et de la Région.

Cette complémentarité s'entend de deux manières :

- les régimes d'aides sont complémentaires dans leurs finalités, les communautés d'agglomération/communautés de communes et la Région pouvant effectuer du financement alternatif,
- les régimes d'aide sont établis de manière conjointe et les projets peuvent bénéficier de co-financements des communautés d'agglomération/communautés de communes et de la Région.

Dans le cadre du règlement d'intervention régional des aides aux entreprises, les communautés d'agglomération/communautés de communes veilleront avec la Région à maintenir la complémentarité des dispositifs qu'elles mettent en œuvre sur le territoire régional. En particulier, les interventions devront être concertées en amont. La communauté d'agglomération/communauté de communes ne pourra pas compléter a posteriori des plans de financement déjà établis entre la Région et le bénéficiaire. En outre, les montants apportés dans un plan de financement conjoint par la communauté d'agglomération/communauté de communes devront avoir un véritable effet de levier sur les financements privés.

Pour cela, la Région et la Communauté d'agglomération/Communauté de Communes mettront en place une procédure d'information sur les interventions où l'une des parties souhaite que le projet obtienne un co-financement de l'autre, ou dans le cas où la Communauté d'agglomération/ Communauté de Communes souhaite que le projet qui lui est présenté recueille des fonds européens structurels et d'investissement (FESI).

Cette procédure a notamment pour objectif d'assurer la cohérence de l'intervention publique et le respect des règles européennes de cumul des aides aux entreprises. Elle permettra de partager l'analyse sur le projet et le porteur et garantira le montage le plus adapté et régulier de l'ingénierie de financement du projet.

--o0o--

Approuvée par délibération de la Commission permanente du Conseil régional du 10 juillet 2017, la présente charte est annexée aux conventions passées entre la Région et les communautés d'agglomération et les communautés de communes en application des articles L 4251-18, L 1511-2, L 1511-3, L 1511-4, L 1511-7, L 1511-8 du Code général des collectivités territoriales.

Envoyé en préfecture le 08/07/2019

Reçu en préfecture le 08/07/2019

Affiché le



ID : 023-200067189-20190627-20190621-DE

ANNEXE III
REGLEMENT D'INTERVENTION DES AIDES COMMUNAUTAIRES AUX ENTREPRISES

ORIENTATION 1
ANTICIPER ET ACCOMPAGNER LES TRANSITIONS NUMERIQUES, ECOLOGIQUES ET ENERGETIQUES ET DE MOBILITE
TRANSFORMATION NUMERIQUE

DISPOSITIF	OBJECTIFS ET PROJETS A FINANCER	BENEFICIAIRES	ASSIETTE	INTENSITE MAXIMALE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE	REGIME
Favoriser l'accès à la fibre optique	Permettre aux entreprises du territoire de se raccorder à la fibre optique par l'octroi d'une aide financière aux travaux de raccordement	TPE/PME du domaine artisanal, commercial, industriel et agricole	Montant des travaux de raccordement de l'entreprise	Convention DORSAL	SA 37183 THD

ORIENTATION 2
POURSUIVRE ET RENFORCER LA POLITIQUE DE FILIERE
DISPOSITIONS COMMUNES

DISPOSITIF	OBJECTIFS ET PROJETS A FINANCER	BENEFICIAIRES	ASSIETTE		INTENSITE MAXIMALE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE	REGIME
Développement des actions thématiques, animation de filières industrielles locales et soutien à la filière d'approvisionnement bois énergie	Encourager et développer : - les actions collectives et mutualisées à destination des entreprises d'un même secteur d'activité, - l'animation des filières industrielles locales	PME	Actions thématiques	Frais internes et externes qui concourent à la réalisation de l'action	50 % Subvention	SA 40391 RDI
			aides au fonctionnement des organismes d'animation	Frais généraux de structure	20 % Subvention	

AGRICULTURE

DISPOSITIF	OBJECTIFS ET PROJETS A FINANCER	BENEFICIAIRES	ASSIETTE	INTENSITE MAXIMALE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE	REGIME
Accompagnement des candidats à l'installation en production maraîchère	Permettre à des porteurs de projets en maraîchage de tester leur activité en conditions réelles. Permettre l'installation de maraîchers sur le territoire. Augmenter les volumes disponibles en produits maraîchers et répondre à la demande en local (cantines, RHD, particuliers...).	Exploitants agricoles en création	Tout coût permettant l'installation de l'activité hors plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles (PCAE)	40%	SA 50388 investissements production agricole SA 50627 coopération 1408/2013 minimis
			Frais de fonctionnement de la pépinière d'entreprise	60%	
Animation	Accompagner les initiatives privées en matière de circuits courts	Exploitants agricoles	Frais de fonctionnement	60%	SA 50388 investissements production agricole

Envoyé en préfecture le 08/07/2019

Reçu en préfecture le 08/07/2019

Affiché le

SLO 3

ID : 023-200067189-20190627-20190621-DE

TOURISME

DISPOSITIF	OBJECTIFS ET PROJETS A FINANCER	BENEFICIAIRES	ASSIETTE	INTENSITE MAXIMALE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE	REGIME
Soutien à l'immobilier de tourisme	mises aux normes, agrandissements, réhabilitation, construction des hébergements touristiques	PME du tourisme	investissements	Subvention 30%	SA 39252 AFR SA 40453 PME 1407/2013 <i>de minimis</i>
Mise en valeur touristique du territoire	développer l'offre touristique du territoire	Office intercommunal du tourisme	fonctionnement	100%	Décision 20 décembre 2011 SIEG
Patrimoine bâti et naturel	restauration et mise en valeur du patrimoine bâti et naturel pour en faire un produit touristique gestion des sites touristiques	entreprises dont communes, associations, particuliers	Investissement et fonctionnement	100%	SA 42681 Culture et patrimoine
Chemins de randonnée	Entretien, balisage	Communes	Investissement	100%	Mesure générale hors aides d'Etat
	Logiciel de gestion de l'offre de randonnée	entreprises du tourisme	Investissement et fonctionnement		Décision 20 décembre 2011 SIEG
Organismes de promotion et de développement touristique	Gestion de la mise en valeur des territoires, des sites et de l'offre touristique par des structures partenariales spécialisées	entreprises du tourisme collectivités territoriales, associations	fonctionnement	adhésion	hors aides d'Etat

ORIENTATION 5

RENFORCER L'ECONOMIE TERRITORIALE, L'ENTREPRENEURIAT ET LE MAILLAGE DU TERRITOIRE

SOUTIEN A L'ARTISANAT ET AU COMMERCE

DISPOSITIF	OBJECTIFS ET PROJETS A FINANCER	BENEFICIAIRES	ASSIETTE	INTENSITE MAXIMALE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE	REGIME
Soutien aux associations de commerçants et d'artisans	Fédérer les professionnels et valoriser les actions de promotion et d'animation du tissu commercial et artisanal	TPE commerce, artisanat et services	fonctionnement	50%	SA 40391 RDI
Soutien à l'immobilier	Acquisition de terrains mises aux normes, agrandissements, accessibilité, réhabilitation, construction de bâtiments	TPE commerce, artisanat et services	investissement	30%	SA 39252 AFR SA 40453 PME 1407/2013 <i>de minimis</i>

ORIENTATION 6**SOUTIEN AUX INITIATIVES D'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ET AUX STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ECONOMIE**

DISPOSITIF	OBJECTIFS ET PROJETS A FINANCER	BENEFICIAIRES	ASSIETTE	INTENSITE MAXIMALE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE		REGIME
Animer et coordonner les dispositifs d'appui à la création/reprise d'activités sur le territoire communautaire	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les dispositifs d'accompagnement des organisations et des porteurs de projet de l'ESS pour répondre aux besoins du territoire - Soutenir les initiatives d'économie sociale et solidaire qui créent ou développent des activités dans le domaine social et environnemental 	Structures de l'ESS TPE	Fonctionnement	50%		SA 40391 RDI
Soutenir les structures œuvrant en faveur de l'insertion professionnelle	Faciliter le maintien et le développement des structures de l'insertion professionnelle sur le territoire	Structures de l'IAE	Fonctionnement	Cas général	50%	1407/2013 <i>de minimis</i>
				Loyers	75% la 1 ^{ère} année et dégressivité sur 3 ans Ou 50% sur 3 ans	

ORIENTATION 9**ACCES AU FINANCEMENT DES ENTREPRISES**

DISPOSITIF	OBJECTIFS ET PROJETS A FINANCER	BENEFICIAIRES	ASSIETTE	INTENSITE MAXIMALE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE	REGIME
Soutien aux plates-formes d'initiative locale	création- Transmission/Reprise	TPE	BFR	Selon dispositif du régime	SA 40453 PME

TOUTES ORIENTATIONS**AIDES AUX INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS**

DISPOSITIF	OBJECTIFS ET PROJETS A FINANCER	BENEFICIAIRES	ASSIETTE	INTENSITE MAXIMALE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE	REGIME
Soutien aux investissements immobiliers	Faciliter les mises en œuvre de projets immobiliers d'entreprises générateurs de création d'emplois ou de développement d'activité structurante pour le territoire Construction et/ou réhabilitation des bâtiments et infrastructures associées	Entreprises industrielles et de services à l'industrie	Investissements pour l'acquisition de terrains, la construction, la réhabilitation, la location	30% plafonnés à 10 000 €	SA 39252 AFR SA 40453 PME 1407/2013 <i>de minimis</i>

ANNEXE IV MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DES AIDES AUX ENTREPRISES

I Attribution des aides aux entreprises

1.1. Réalisation du projet objet de l'aide

Une convention sera passée entre la collectivité décidant de l'octroi de l'aide et le bénéficiaire.

Elle précisera :

- les références au dispositif du règlement d'intervention,
- les références au régime d'aide notifié ou exempté constituant la base juridique de l'intervention publique,
- la nature, la durée et l'objet de l'intervention publique,
- le montant et les modalités de versement des aides prévues,
- le plan de financement de l'opération faisant apparaître l'ensemble des ressources affectées à la réalisation du même projet et notamment les autres financements accordés sur fonds publics,
- les engagements de l'entreprise concernant la réalisation des investissements et la création d'emplois,
- les conditions de versement et de solde de l'aide publique,
- le contrôle qu'exercera la collectivité sur la réalisation du projet et des conditions de la convention : respect du projet de développement, création et/ou maintien d'emplois, respect de l'obligation d'information de la collectivité,...

1.2. Modalité d'octroi des aides

La Région et la Communauté de Communes sont responsables chacun en ce qui les concerne, de l'instruction des demandes d'aides et des décisions d'octroi prises par chacune des collectivités.

Les projets éligibles peuvent être soutenus financièrement, soit uniquement par la communauté de communes/d'agglomération, soit conjointement par la Région et la Communauté de communes, soit uniquement par la Région.

La présente convention ne peut amener à contraindre l'une des collectivités partie prenante à financer un projet soutenu par l'autre partie, ni à réserver des crédits d'intervention de la Région sur le territoire de la Communauté de Communes.

1.3. Coordination

La Région et la Communauté de Communes mettront en place une procédure d'information sur les interventions où l'une des parties souhaite obtenir un co-financement de l'autre, ou dans le cas où la Communauté de Communes souhaite que le projet qui lui est présenté recueille des fonds européens structurels et d'investissement (FESI).

Cette procédure a notamment pour objectif d'assurer la cohérence de l'intervention publique et le respect des règles européennes de cumul des aides aux entreprises. Elle permettra de partager l'analyse sur le projet et le porteur et garantira le montage le plus adapté et régulier de l'ingénierie de financement du projet.

II. Information et transparence

2.1. Bilan annuel des aides

Afin de permettre à la Région de satisfaire aux obligations d'information posées par l'article L 1511-1 du Code général des collectivités territoriales, la Communauté de Communes lui transmettra avant le 30 mars de chaque année un relevé des aides attribuées dans l'année au titre de la présente autorisation. Ce relevé sera effectué sur la base des tableaux transmis par les Préfets correspondant à la circulaire annuelle relative au bilan des aides d'Etat du Ministère de l'intérieur/Direction générale des collectivités locales (DGCL).

Dans le cas où la Communauté de Communes n'aurait pas transmis ces éléments avant le 30 mars, la présente convention pourra être résiliée de plein droit et la Communauté d'agglomération/ Communauté de Communes ne pourra plus attribuer des aides aux entreprises.

2.2. Transparence

Chaque aide d'Etat individuelle d'un montant supérieur à un seuil fixé par la réglementation européenne doit être publiée par la collectivité territoriale qui attribue l'aide sur un site unique de la Commission européenne consacré aux aides d'Etat, dans les 6 mois à compter de la date d'octroi. Ce seuil est de :

- 500 000 € dans le cas général et pour les aides dans le secteur de la forêt,
- 60 000€ pour les aides dans le secteur de la production agricole,
- 30 000€ pour le secteur de la pêche et de l'aquaculture.

Ces seuils s'entendent par régime et décision d'octroi, tous financeurs publics confondus. Si le bénéficiaire de l'aide est une personne publique, son autofinancement, hors la part issue de contributions privées, est compté dans ce cumul.

Cette déclaration doit être effectuée au plus tard dans les 6 mois suivant la date d'octroi de l'aide.

Toute aide qui n'aurait pas respecté cette obligation est incompatible et devra être récupérée.

Les modalités de mise en œuvre de cette obligation sont précisées par circulaire ministérielle et contrôlées par les Préfets.

Dans le cas où la Communauté de Communes refuserait de se soumettre à cette obligation, la présente convention pourra être résiliée de plein droit et la Communauté de Communes ne pourra plus attribuer des aides aux entreprises.